

# Le Karabakh c'est l'Azerbaïdjan !

**Musa MARDJANLI,**  
Rédacteur en chef

Le Karabakh est une des régions les plus anciennes d'Azerbaïdjan. Le nom de cette région est composé de deux vocables « jardin » et « noir », et, selon une autre version et dans la langue azerbaïdjanaise le mot « gara » peut signifier « épais » ou « grande ».

Jusqu'à la prise de la région par l'Empire Russe au début du XIXe siècle, le Karabakh faisait partie de divers États azerbaïdjanais. Nous ne voulons pas ennuyer le lecteur avec les histoires passées sur les habitants du Karabakh, qui l'a habité, qui l'a gouverné à certaines périodes historiques, des documents sur ce sujet sont présentés dans la plupart des numéros du magazine IRS-Héritage. Je tiens simplement à noter que jusqu'au début du XXe siècle, il n'y avait pas un seul dirigeant arménien au Karabakh, ainsi que sur le territoire de l'Arménie actuelle. Ce fait est une preuve éloquente que les Arméniens constituaient une minorité de la population de ces régions.

Le 14 mai 1805, le dirigeant du khanat du Karabakh, Ibrahim Khan, et le commandant des troupes russes, le prince P. Tsitsianov, ont signé le traité de Kurektchay, selon lequel le khanat était inclus dans l'Empire russe. Par la suite, le Traité de paix de Gulistan (18 octobre 1813) et le Traité de paix de Turkmentchay (10 février 1828), signés à la suite des deux guerres russo-iraniennes, ont officialisé le transfert définitif des khanats azerbaïdjanais du Nord (entre autres, Natkhitchévan et Erevan) à l'Empire russe. La Russie, ayant pris possession de cette terre, souhaitant renforcer l'élément chrétien dans la région, a immédiatement procédé à la réinstallation massive systématique des Arméniens d'Iran et de l'Empire ottoman, les plaçant principalement sur les terres des anciens khanats azerbaïdjanais. En somme, entre 1828 et 1911 des centaines de milliers d'Arméniens ont été réinstallés dans tout l'Azerbaïdjan.

Une impulsion supplémentaire à ce processus été initiée par la Première Guerre mondiale. Il faut noter qu'en 1978, dans le village de Karabakh Maraga, une cérémonie solennelle a été organisée pour dévoiler un monument en l'honneur du 150e anniversaire de la réinstallation de la première famille arménienne d'Iran dans la région.

Le 28 mai 1918, comprenant les terres du « Caucase de l'Est et du Sud », la République démocratique d'Azerbaïdjan a été proclamée. En janvier 1919, elle a été formée, et, en avril de la même année, elle a été reconnue par les pays de l'Entente ; le gouvernorat général du Karabakh, avec le centre de Choucha qui unissait les districts de Choucha, Djevanchir, Djabraïl et Zanguezour de l'ancienne province d'Elizavetpol, faisaient également partie de l'Azerbaïdjan. La même année, « l'Assemblée nationale arménienne » de la partie montagneuse du Karabakh a officiellement reconnu la juridiction de l'Azerbaïdjan dans la région, réfutant ainsi les hypothèses selon lesquelles « le Haut-Karabakh » serait une sorte « d'entité politique indépendante ».

À cette époque, le journaliste britannique Scotland-Liddell écrivait depuis Londres sur Choucha : « La paix est venue au Karabakh. Les Arméniens ont accepté d'obéir au gouvernement de l'Azerbaïdjan (...) Comme le disent les Arméniens, il n'y a jamais eu une telle paix et tranquillité à Choucha et au Karabakh. (...) Les deux peuples sont prêts à poursuivre leur mode de vie pacifique, et sans l'intervention de provocateurs,

*Gandja après l'attaque de missile par les forces armées arméniennes le 17 octobre 2020.  
14 civils ont été tués et 53 blessés.*



elle sera préservée. Je pense que les Arméniens sont responsables des massacres arméno-tatars dans d'autres parties du Caucase. Quant à la propagande, la propagande arménienne fonctionne consciencieusement, mais je suis sûr que leurs activités dans le Caucase du Sud sont purement provocantes... »

En 1920, l'Azerbaïdjan était annexé par la Russie soviétique.

En réponse aux revendications des nationalistes arméniens sur la partie montagneuse du Karabakh, le 5 juillet 1921, lors d'une réunion du Bureau du Caucase du Comité central du Parti communiste de l'union des bolcheviks, une décision a été prise en tenant compte de la nécessité d'une paix nationale entre les Arméniens et les Azerbaïdjanais, ainsi que le maintien des liens économiques entre le Haut- et le Bas-Karabakh, et les liens permanents du Haut-Karabakh avec l'Azerbaïdjan pour préserver le Haut-Karabakh à l'intérieur des frontières de l'AzSSR et lui accorder une large autonomie avec pour centre, Choucha. Le 7 juillet 1923, la Région autonome du Haut-Karabakh (NKAO) d'une superficie de 4 400 km<sup>2</sup> a été créée, et en septembre de la même année, la ville de Khankendi a été rebaptisée Stepanakert en l'honneur du chef bolchevique arménien Stepan Chahoumian.

Quant aux 300 000 Azerbaïdjanais, installés sur le territoire de la RSS arménienne (l'Arménie a été soviétisée en novembre 1920), ni le Kremlin, ni même les dirigeants locaux n'ont même pensé à leur accorder une autonomie culturelle. Le statut du Haut-Karabakh en tant qu'entité autonome au sein de l'Azerbaïdjan était précisé dans la Constitution de l'URSS de 1936 et 1977, ainsi que dans les Constitutions de la RSS d'Azerbaïdjan. En outre, le 16 juin 1981, il a été adopté une loi spéciale « sur la Région autonome du Haut-Karabakh ».

*Gandja après l'attaque de missile par les forces armées arméniennes le 11 octobre 2020.  
10 civils ont été tués et 34 blessés.*



Malgré le fait que des conditions légales exceptionnelles qui lui ont été imposées, la région autonome du Haut-Karabakh est devenue une région agricole et industrielle développée, et, les régions d'Aran du Karabakh ainsi que d'autres régions où vivent des Azerbaïdjanais sont devenues source de matières premières. Ainsi, le niveau de vie dans la Région autonome du Haut-Karabakh s'est développé plus rapidement qu'en Arménie elle-même ou que dans d'autres régions d'Azerbaïdjan.

Le développement socio-économique de la Région autonome était en avance sur le reste des territoires d'Azerbaïdjan et d'Arménie. Cela a conduit à l'émergence d'une certaine identité parmi la population arménienne de la région qui, à son tour, a créé un terrain fertile pour inciter les sentiments séparatistes.

À partir du milieu des années 1980, les dirigeants de la RSS arménienne et la diaspora arménienne étrangère, avec l'aide surtout silencieuse, mais active du Kremlin, ont commencé un travail de propagande résolu pour séparer la Région autonome du Haut-Karabakh de l'Azerbaïdjan et la transférer à l'Arménie.

Le 20 février 1988, les députés arméniens, lors d'une réunion du Conseil national du Haut-Karabakh, ont adopté une résolution pour faire appel aux Soviets suprêmes de la RSS d'Azerbaïdjan et de la RSS d'Arménie pour le transfert de la Région autonome du Haut-Karabakh à l'Arménie.

Le 22 février, près du village d'Askeran, une manifestation pacifique d'Azerbaïdjanais protestant contre cet acte illégal a été violemment réprimée et deux personnes sont mortes par balles. Ce furent les premières victimes d'un conflit qui se prolongea. En même temps, des pogroms d'Azerbaïdjanais ont commencé sur le territoire de l'Arménie même, avec la neutralité totale des unités de l'armée soviétique stationnées

*Gandja après l'attaque de missile le 4 octobre 2020. 1 civil a été tué et 32 blessés.*



en Arménie, pogroms à la suite desquels 250 000 Azerbaïdjanais ont été expulsés de leurs terres ancestrales. Au cours de ces expulsions, des violences ont été commises à leur encontre et 216 personnes ont été tuées.

Le 1er décembre 1989, le Conseil suprême de la RSS d'Arménie a adopté une résolution sur la « réunification » de l'Arménie avec la Région autonome du Haut-Karabakh (NKAO). Le 10 janvier 1990, le Présidium du Soviet suprême de l'URSS a déclaré cet acte inconstitutionnel.

La décision du Présidium du Soviet suprême a noté l'illégalité du transfert de la Région autonome du Haut-Karabakh à l'Arménie sans le consentement de la RSS d'Azerbaïdjan.

Le 18 octobre 1991, le Conseil suprême de l'Azerbaïdjan a adopté la loi constitutionnelle sur l'indépendance.

Fin 1991 - début 1992, le conflit est entré dans une phase militaire de grande échelle. L'Arménie, profitant du chaos et de la confusion dans les conditions de l'effondrement de l'URSS, avec le soutien militaro-politique actif de la Russie et de la diaspora arménienne étrangère, a commencé les hostilités.

En février 1992, dans la petite ville de Khodzaly, avec la participation directe du personnel militaire de la CEI, un massacre de civils azerbaïdjanais a été perpétré à une échelle inimaginable. À la suite de cet événement, connu sous le nom du génocide de Khodzaly, des milliers de civils - femmes, enfants et personnes âgées - ont été tués ou capturés, et la ville a été effacée de la surface de la terre.

En mai de la même année, l'Arménie s'est emparée de la ville de Choucha, puis de celle de Latchin, qui occupe une position avantageuse entre le territoire de l'ancienne NKAO et l'Arménie. En 1993, de vastes territoires des montagnes et des plaines du

*Gandja après l'attaque de missile le 4 octobre 2020. 1 civil a été tué et 32 blessés.*



Karabakh, tels que les régions de Kelbadjar, Zanguilan, Goubadly, Djabraïl, Fuzouli et Aghdam, ont été occupés par les Arméniens.

Parallèlement à ces événements, le 30 avril 1993, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la résolution n° 822 exigeant le retrait immédiat de toutes les forces d'occupation de la région de Kelbadjar et d'autres territoires occupés, et le 29 juillet, la résolution n° 853 sur le retrait complet, immédiat et inconditionnel de toutes les forces d'occupation de la région d'Aghdam et d'autres territoires occupés d'Azerbaïdjan. Le 14 octobre de la même année, la Résolution n° 874 a été adoptée, exigeant immédiatement les mesures mutuelles nécessaires conformément au calendrier de règlement présenté par le Groupe de Minsk de l'OSCE, y compris le retrait des troupes des territoires nouvellement occupés.

Enfin, le 11 novembre 1993, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la résolution n° 884, qui condamne l'occupation de la région de Zanguilan et du village d'Horadiz, les attaques contre les civils et le bombardement du territoire de la République d'Azerbaïdjan, qui exige un retrait unilatéral des forces d'occupation de la région de Zanguilan et du village d'Horadiz et d'autres territoires de l'Azerbaïdjan occupés peu avant.

Le 12 mai 1994, le Protocole d'armistice de Bichkek a été signé entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, gelant ainsi le conflit arméno-azerbaïdjanais pendant de nombreuses années. Au cours de la période écoulée, toute une génération du Karabakh a grandi en exil, n'ayant jamais vu la terre de ses ancêtres de ses propres yeux.

En conséquence, à la suite de l'agression militaire de l'Arménie, 20 % du territoire de l'Azerbaïdjan a été occupé : le territoire de l'ancienne Région autonome du Haut-Karabakh (NKAO) et sept régions administratives adjacentes, 13 villages de Terter, 7 villages de Gazakh et un village de la région de Sadarak. Pendant la guerre, plus d'un

*Barda après l'attaque de missile par les forces armées arméniennes le 27 octobre 2020. 4 civils ont été tués et 13 blessés.*



million d'Azerbaïdjanais ont été expulsés de leurs terres, 20 000 ont été tués et 50 000 mutilés, plus de 2 000 se sont trouvés prisonniers, sans compter les prises d'otages. Environ 4 000 personnes, dont 67 enfants, 265 femmes et 326 personnes âgées, ont disparu ; on ne sait rien de leur sort jusqu'à présent.

Le 30 janvier 1992, l'Azerbaïdjan est devenu membre de la CSCE (aujourd'hui OSCE), et depuis le conflit militaire arméno-azerbaïdjanais est inscrit à l'ordre du jour de cette organisation. Cependant, ce fait n'a eu aucun résultat réel. Le « Calendrier des mesures urgentes » préparé par le Groupe de Minsk de l'OSCE (organe créé pour servir de médiateur dans le règlement du conflit) pour la mise en œuvre des résolutions susmentionnées du Conseil de sécurité des Nations Unies n'a eu aucun impact. Le Groupe de Minsk de l'OSCE ne dispose pas d'un mécanisme de sanctions en cas de refus de mettre en œuvre ses décisions, et tous ses documents n'ont qu'un caractère consultatif. Le principe du compromis mutuel, qui guide l'OSCE, a conduit dans la pratique à la connivence avec l'agresseur et, par conséquent, à son impunité totale. Les négociations par l'intermédiaire du groupe de Minsk de l'OSCE n'ont pas permis de surmonter les contradictions entre les parties et, en outre, ont révélé des différences importantes dans les positions des puissances membres du groupe sur cette question.

Cependant, malgré le gel du conflit, il n'y a pas eu de véritable trêve en première ligne.

Au cours des 27 années qui se sont écoulées depuis la signature de l'accord d'armistice, et à la suite de provocations régulières du côté arménien, du côté azerbaïdjanais, des dizaines de personnes sont mortes et des centaines de personnes ont été blessées, principalement des civils. Afin d'éviter autant que possible les pertes, le gouvernement azerbaïdjanais a même construit des murs à proximité des zones habitées.



Toutefois, en raison des bombardements de la part des Arméniens, de nombreuses personnes ont encore été blessées ou tuées.

Il était clair que cette position « ni paix, ni guerre » ne pouvait être maintenue indéfiniment. Les personnes déplacées étaient fatiguées d'attendre de rentrer chez elles. Les grandes puissances n'ont pas avancé pour un règlement véritablement pacifique du problème. De plus, la Russie qui est l'un des coprésidents du groupe de Minsk et, par conséquent, l'un des principaux médiateurs du conflit, a fait don d'armes et d'équipement militaire pour des milliards de dollars à l'Arménie, « pour maintenir l'équilibre des pouvoirs. »

Oui, toute guerre se termine par la paix, et cela ne doit être oublié dans aucune situation.

Cependant, l'Arménie ne s'est pas contenté d'occuper des terres étrangères, et s'appuyant sur les héritiers de ceux qui ont installé les Arméniens dans le Caucase du Sud il y a près de 200 ans, elle continue de rappeler leur message « Le Karabakh, c'est l'Arménie, point final ». Mais tout cela ne vise, apparemment, qu'à étouffer le fait que les Arméniens, ou plutôt les groupes nationalistes arméniens, ont longtemps servi d'outil aux mains de divers auteurs géopolitiques.

Ainsi, l'Arménie, agissant à l'époque moderne comme « avant-poste de la Russie dans le Caucase », est un sérieux obstacle au développement économique et politique, un facteur de déstabilisation de toute la région.

Toutes les guerres trouvent leur point d'orgue dans la paix, mais l'occupation arménienne, assistée de ses héritiers réinstallés par les Arméniens dans le Caucase du Sud il y a près de 200 ans, ne pourra se terminer que très difficilement dans la paix, puisque les actes militaires et gouvernementaux imposés par l'Arménie n'ont pas été

*Barda après l'attaque de missile par les forces armées arméniennes le 28 octobre 2020.  
21 civils ont été tués et 70 blessés.*



enclins à instaurer un climat de paix entre les deux nations.

Le manque de subtilité et d'éthique, dans les propos et actes posés brutalement par le gouvernement arménien, ne vise qu'à faire oublier le triste fait que les dirigeants de cette nation ont de tout temps été l'objet de manipulation dans les mains de divers puissances environnantes ou affairantes dans la région du Karabakh.

Isaac Asimov affirmait à raison que : « L'Arménie, telle une balle de ping-pong, se retrouve balancée entre les puissances rivales d'Occident et d'Orient, sans jamais être maître de son destin, ni appartenir fermement à l'une ou l'autre partie. Elle a toujours été un champ de bataille pour les diplomates et les armées. »

Dans nos temps modernes, le gouvernement arménien, est réduit au rôle de « bastion de la Russie dans le Caucase ». Le gouvernement arménien occupe une place de déstabilisateur de la région sur un plan économique et politique.

L'Azerbaïdjan et l'Arménie ont tous deux, perdu énormément dans ce conflit, mais ces pertes, aussi importantes qu'elles soient, sont néanmoins inégales.

L'Azerbaïdjan a perdu des milliers de vies, une grande partie de son patrimoine matériel et culturel, une partie de son territoire. L'Arménie a perdu son indépendance politique, mais pas territoriale.

Le 27 septembre 2020, les forces armées arméniennes ont mis fin à une trêve de 27 ans, soumettant non seulement les positions de l'armée azerbaïdjanaise, mais aussi les territoires pacifiques, à des bombardements intenses de lance-roquettes et d'artillerie.

Afin d'empêcher la provocation militaire de l'ennemi et assurer la sécurité de la population, les forces armées azerbaïdjanaises, conformément au droit de légitime défense généralement acceptée, ont lancé une opération de contre-offensive, mar-



*La ville de Terter, sur laquelle plus de 30 000 obus ont été tirés, s'est vue affublée du nom de « Stalingrad azerbaïdjanais ».*



quant ainsi le déclenchement de la deuxième guerre du Karabakh.

Au moment même de la préparation de la publication de notre nouvelle édition, l'opération consistant à forcer l'ennemi à la paix a été poursuivie, pas à pas. Les territoires de l'Azerbaïdjan, restés sous occupation pendant 27 ans, ont été libérés.

Le président azerbaïdjanais, Ilham Aliyev, a récemment déclaré que : « L'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan n'est pas et ne fera jamais l'objet de négociations. L'Azerbaïdjan ne reculera pas. Il n'y aura pas de compromis sur l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan (...). Le peuple azerbaïdjanais n'acceptera jamais l'occupation. Le Karabakh est notre terre historique et ancestrale ! »

Les successives défaites des forces armées arméniennes sur le front, poussent les stratèges militaires à attaquer à agir en dehors de la zone de combat, par conséquent, au préjudice de la population civile et pacifique d'Azerbaïdjan. L'armée arménienne lance régulièrement des frappes de missiles et d'artillerie sur des villes et villages pacifiques, dans et en dehors de la zone de combats, provoquant une augmentation du nombre de morts et de blessés parmi les civils.

Voilà le résumé du déroulé des événements qui ont eu lieu jusque à nos jours, la suite des événements vous sera expliqués dans le prochain numéro de notre magazine...

P.S. : Pendant que nous préparions ce numéro du magazine, l'armée azerbaïdjanaise a libéré diverses régions du Karabakh qui étaient occupées depuis 30 ans, et spécialement la ville de Choucha, qui est le cœur du Karabakh !